

# Delphine COSTA

Professeure d'université, classe exceptionnelle, 2<sup>ème</sup> échelon  
Affectée à Aix-Marseille Université  
Section CNU 02 – Droit public

Née le 7 janvier 1970  
Villeneuve-lès-Avignon  
2 enfants

## CARRIÈRE ACADÉMIQUE, DIPLÔMES ET TITRES UNIVERSITAIRES

Depuis 2015	Professeure à Aix-Marseille Université (AMU)
2004-2015	Professeure à l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse (UAPV)
2000-2004	Professeure à l'Université Lille 2 (Droit & Santé)
1999-2000	Agrégation externe de droit public, 9 <sup>ème</sup> rang
1998-2000	Maître de conférences à l'Université Paris 1 – Panthéon-Sorbonne
1992-1998	Université Paris 1 – Panthéon-Sorbonne <ul style="list-style-type: none"><li>♦ Doctorat en droit, <i>Les fictions juridiques en droit administratif français</i> (E. Picard, directeur), 1998</li><li>♦ Attachée temporaire d'enseignement et de recherche, ATER, 1995-1997</li><li>♦ Allocataire de recherches – Monitrice, 1992-1995</li></ul>
1987-1992	Université Paris 1 – Panthéon-Sorbonne <ul style="list-style-type: none"><li>♦ DEA de droit public interne (major, mention B)</li></ul> Université Paris X – Nanterre <ul style="list-style-type: none"><li>♦ Maîtrise en droit (mention AB)</li><li>♦ Licence en droit (mention AB)</li><li>♦ DEUG de droit (mention B)</li></ul> Lycée Fénelon, Paris <ul style="list-style-type: none"><li>♦ Baccalauréat série C, mention AB</li></ul>

## RAYONNEMENT INTERNATIONAL ET NATIONAL

	INTERNATIONAL
Depuis 2023	♦ Participation au comité éditorial de la <i>Revue of European Administrative Law</i> (REALaw), publication trimestrielle électronique
Avril 2023	♦ <i>Visiting professor</i> , Università Roma Tre (ITALIE)
2020-2021	♦ Participation au projet COCEAL (Common Core of European Administrative Law) financé par le Conseil européen de la recherche (ERC), sous la direction de Giacinto DELLA CANANEA, Università Bocconi (Milan, ITALIE)
Décembre 2020	♦ Participation (à distance) à un séminaire de droit comparé franco-italien, « Actes administratifs et complexité », Université de Ferrara, ITALIE
Janvier 2020	♦ Participation à un séminaire de recherche sur la codification du droit administratif en Europe, Université de Zurich (SUISSE)
Juin 2018	♦ Participation aux 7 <sup>èmes</sup> rencontres franco-italiennes de droit administratif, Université de Rome La Sapienza (ITALIE)
Février 2017	♦ Participation à un séminaire de recherche sur l'évaluation de la recherche juridique en Europe, Université de Berne (SUISSE) (langue de travail : anglais)
Décembre 2016	♦ Participation au 3 <sup>ème</sup> Congrès du <i>Red Internacional de Derecho Europeo</i> (RIDE), Université Roma 3, ITALIE (intervention en italien)
Mai 2016	♦ Participation aux 6 <sup>èmes</sup> rencontres franco-italiennes de droit administratif, Université de Rennes 1
Octobre 2015	♦ Participation au congrès annuel de l'AIPDA (Associazione Italiana dei Professori di Diritto Amministrativo), Université de Padoue, ITALIE (intervention en italien)
Octobre 2014	♦ Conférences à Nihon University – College of Law, Tokyo, JAPON
Mai 2014	♦ Intervention lors des 5 <sup>èmes</sup> rencontres franco-italiennes de droit administratif, Université de Brescia, ITALIE
Février 2014	♦ Contribution au XIII <sup>ème</sup> Congrès de l'Association Internationale de Méthodologie Juridique (AIMJ), <i>L'évaluation de la recherche en droit : enjeux et méthodes</i> , Université de Genève, SUISSE
Depuis 2014	♦ Évaluation des projets de recherche scientifique pour le Ministère de l'Instruction, de l'Université et de la recherche (campagnes de 2015, 2017, 2020 et jeunes chercheurs 2019, 2022), ITALIE

Novembre 2012	♦ Participation au XII <sup>ème</sup> Congrès de l'Association Internationale de Méthodologie Juridique (AIMJ), <i>La transparence, principe de gouvernance</i> , Loyola University, La Nouvelle-Orléans (LA), ÉTATS-UNIS
Février 2012	♦ Séjour scientifique à l'Université Catholique de Louvain-la-Neuve, dans le cadre d'un congé pour recherches obtenu sur le thème "Le temps et le droit administratif", BELGIQUE
2011-2013	♦ Membre du groupe d'experts d'évaluation en sciences juridiques auprès de l'ANVUR (Agenzia di Valutazione del Sistema Universitario e della Ricerca), VQR 2004-2010, ITALIE
Septembre 2011	♦ Participation au congrès annuel de l'AIPDA (Associazione Italiana dei Professori di Diritto Amministrativo), Université de Bari, ITALIE
Avril 2011	♦ Enseignement à l'Université d'Athènes dans le cadre d'ERASMUS, GRECE
Novembre 2008	♦ Participation au colloque international co-organisé par l'IRIC (Institut de Relations Internationales du Cameroun) et le CRIC (Centre de recherches sur l'intégration comparée), axe du LBNC de l'Université d'Avignon, à Yaounde, CAMEROUN
Depuis 2004	♦ Membre du comité scientifique depuis sa création de la <i>Rassegna di diritto pubblico europeo</i> , Naples (éditions ESI), ITALIE
Juillet 2003	♦ Mission d'expertise menée auprès de la Région Campanie pour examiner des projets de recherche, ITALIE
Janvier 2002	♦ Invitation par l'Université du Caire, Institut du droit des affaires internationales, pour enseigner les <i>Institutions européennes</i> , ÉGYPTE
	<b>NATIONAL</b>
2023 2022	♦ Organisation de la table-ronde de droit administratif comparé sur "La lutte contre le terrorisme par les autorités administratives", Centre de recherches administratives, Aix-Marseille Université
	♦ Organisation de la table-ronde de droit administratif comparé sur "Contraindre l'État à agir face au dérèglement climatique", Centre de recherches administratives, Aix-Marseille Université
	♦ Promotion au deuxième échelon de la classe exceptionnelle du corps des professeurs d'université par délibération de la section 02 (Droit public) du CNU
2021-2026	♦ Vice-présidente de l'Association Française pour la Recherche en Droit Administratif (AFDA), responsable du Printemps de la Recherche
2021-2024	♦ Prime d'encadrement doctoral et de recherche
2021	♦ Membre du comité d'évaluation HCERES de l'Institut de Droit Public (IDP) de l'Université de Poitiers
	♦ Organisation de la table-ronde de droit administratif comparé sur "Droit souple : quelle place pour les 'normes molles' en droit administratif?", Centre de recherches administratives, Aix-Marseille Université
	♦ Co-organisation du colloque de l'Association Française pour la Recherche en Droit Administratif (AFDA) sur "Le temps en droit administratif", Centre de recherches administratives, Aix-Marseille Université
2020	♦ Organisation de la table-ronde de droit administratif comparé sur "L'action publique face au COVID-19", Centre de recherches administratives, Aix-Marseille Université (à distance)
2019	♦ Membre du comité d'évaluation HCERES du Centre Michel de l'Hospital de l'Université Clermont-Auvergne
	♦ Membre du jury du prix de thèse de l'AFDA (Association française pour la Recherche en Droit Administratif), Institut Cujas, Paris
	♦ Organisation de la table-ronde de droit administratif comparé sur "Les modes alternatifs de règlement des litiges administratifs", Centre de recherches administratives, Aix-Marseille Université
2018	♦ Organisation de la table-ronde de droit administratif comparé sur "La citoyenneté administrative", Centre de recherches administratives, Aix-Marseille Université
2017-2020	♦ Membre du Conseil supérieur des Tribunaux Administratifs et des Cours Administratives d'Appel, nommée par le Président de l'Assemblée Nationale
2017-2018	♦ Membre du jury du concours externe d'agrégation de droit public, sous la présidence de F. SUDRE
2017	♦ Organisation de la table-ronde de droit administratif comparé sur "Citoyen – administration : 40 ans d'évolutions", Centre de recherches administratives, Aix-Marseille Université
2016-2021	♦ Membre du conseil d'administration de l'Association Française pour la Recherche en Droit Administratif (AFDA)
2016	♦ Organisation de la table-ronde de droit administratif comparé sur "La dématérialisation des procédures administratives", Centre de recherches administratives, Aix-Marseille Université
2015-2019	♦ Membre suppléante du CNU (section 02, Droit public), nommée par le Secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche
2015	♦ Promotion au premier échelon de la classe exceptionnelle du corps des professeurs d'université par délibération de la section 02 (Droit public) du CNU
2015-2018	♦ Prime d'encadrement doctoral et de recherche

2013	♦ Participation au comité d'évaluation SHS1 (Sociétés, espace, organisations et marchés) de l'ANR (Agence nationale de la recherche)
Mai 2012	♦ Mission d'expertise de demandes de financement de projets de recherche universitaire auprès de la région Auvergne
2011-2012	♦ Congé pour recherches sur " <i>Le temps et le droit administratif</i> " (un semestre octroyé par la section CNU-02, un semestre octroyé par l'Université d'Avignon)
2010, 2011, 2013	♦ Missions d'expertise d'écoles doctorales pour l'EAERES (Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur) : présidente de comité d'évaluation (ED 513 et ED 9) ; membre de comités d'évaluation (ED 242, ED 98, ED 86, ED 6, ED 7, ED 8, ED 455)
2010-2013	♦ Prime d'excellence scientifique
2009 et 2010	♦ Membre du jury du prix de thèse de l'AFDA (Association française pour la Recherche en Droit Administratif), Institut Cujas, Paris
Depuis 2009	♦ Missions d'expertise menée à la demande de l'ANRT pour l'examen de conventions CIFRE
2009	♦ Missions d'expertise menées auprès de la Région Basse-Normandie pour examiner des dossiers de bourse doctorale
2008	♦ Promotion à la première classe du corps des professeurs d'université par délibération de la section 02 (Droit public) du CNU
2008-2012	♦ Participation au PPF « Droit Global / Global Law » mené par le Laboratoire de Théorie du Droit de l'Université Paul Cézanne (Jean-Yves CHEROT, directeur)
Depuis 2003	♦ Membre du comité de rédaction de la revue <i>Actualité juridique – Droit administratif</i> (Éditions Dalloz) : responsable de la rubrique "Actes"
2000-2003	♦ Enseignements extérieurs à l'Université Paris 1 – Panthéon-Sorbonne (Maîtrise, 2000-2002), à l'Université Cergy-Pontoise (DEA, 2002-2003) et à l'École Nationale d'Administration (formation continue des assistants parlementaires, 2001-2003)
1998	♦ Prix de thèse « Maurice Picard » (droit et sciences politiques) décerné par la Chancellerie des Universités de Paris (1 <sup>er</sup> prix)

## ANIMATION ET ENCADREMENT SCIENTIFIQUES

	<b>MEMBRE DU CENTRE DE RECHERCHES ADMINISTRATIVES, AMU</b>
2022-...	♦ Co-responsable de la thématique "Droit administratif global et comparé"
2019-2021	♦ Organisation du colloque annuel de l'AFDA (Association Française pour la Recherche en Droit Administratif)
2016-2021	♦ Responsable de l'axe "droit administratif comparé"
Depuis 2016	♦ Organisation de la table ronde européenne annuelle de science et droit administratifs se réunissant autour d'un thème commun (actes publiés dans <i>l'Annuaire Européen d'Administration Publique</i> )
	<b>DIRECTION DU LABORATOIRE "BIENS, NORMES, CONTRATS" (EA 3788), UAPV</b>
2005-2015	♦ Laboratoire pluridisciplinaire, relevant de l'axe scientifique "Culture & Patrimoine" de l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse, comprenant : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 4 groupes de recherches couvrant les disciplines des 6 premières sections CNU</li> <li>- 23 enseignants-chercheurs (dont 12 HDR) des 6 premières sections CNU</li> <li>- 35 doctorants</li> <li>- 35 soutenances de thèse de 2005 à 2015</li> </ul> ♦ Séminaires doctoraux au sein du LBNC (organisation ou supervision) : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Séminaires méthodologiques</li> <li>- Séminaires thématiques</li> </ul>
	<b>DIRECTION DU COLLEGE DES ÉTUDES DOCTORALES, UAPV</b>
2009-2011	♦ Structure d'interface entre les unités de recherche de l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse et les deux Écoles doctorales de site (ED 536 et ED 537) restaurées en 2010, en lieu et place de douze ED co-accréditées, regroupant : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 215 doctorants de toutes les disciplines dispensées en doctorat à l'UAPV (¼ en cotutelle)</li> <li>- 115 enseignants-chercheurs de toutes disciplines pour</li> <li>- 50 soutenances par an.</li> </ul> ♦ Formations doctorales au sein du Collège des Études doctorales (organisation ou supervision) : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Journées doctorales, se déroulant sur deux jours, tous les deux ans</li> <li>- Modules de formation</li> <li>- Conférences-débats</li> </ul>

	<b>ENCADREMENT DE DOCTORANTS</b>
Thèses en cours	<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Kodjo AHIANDZO, <i>La régulation des réseaux sociaux</i>, 2023</li> <li>♦ Mahmoud MOHAMED KINAWY, <i>La responsabilité numérique administrative</i>, 2022 [CE Égypte]</li> <li>♦ Sarah BARATHIER, <i>La satisfaction des prétentions en contentieux administratifs</i>, 2019 [ATER à AMU]</li> </ul>
Thèses soutenues	<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Caroline FAURE, <i>Le particularisme des travaux publics en droit administratif</i>, 2014-2020 [maîtresse de conférences à l'Université de Lorraine]</li> <li>♦ Stanislas KLUCZYNSKI, <i>Les propriétés ferroviaires</i>, 2013-2021 [agent public contractuel]</li> <li>♦ Bertrand QUAGLIERINI, <i>Le militaire : entre citoyen, agent public et soldat</i>, 2010-2017 [magistrat administratif]</li> <li>♦ Benjamin VALERIAN, <i>Le patrimoine immatériel des collectivités territoriales : protection et réservation</i>, 2013-2017 [avocat]</li> <li>♦ Réjane VENEZIA, <i>La pérennisation du contrat dans la fonction publique</i>, 2011-2016 [avocate]</li> <li>♦ Carmen PAPALINO, <i>Controllo della Corte dei conti sulle gestioni pubbliche e anticorruzione amministrativa</i>, thèse en cotutelle avec Annamaria ANGIULI, Università di Bari (ITALIE), 2012-2015 [dans l'enseignement supérieur italien]</li> <li>♦ Zehor ZEGHDOUDI, ép. DURAND, <i>La convention internationale de partenariat</i>, 2007-2013 [avocate]</li> </ul>
	<b>AUTRES RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES</b>
Depuis 2009	<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Présidente de comités de sélection (sections 02, 06)</li> </ul>
2008-2015	<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Élu(e) au Conseil scientifique / Commission de la recherche</li> </ul>
2006-2015	<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Élu(e) au conseil de l'UFR de Sciences Juridiques, Politiques et Économiques puis de l'UFR-ip Droit, Économie, Gestion (2011)</li> </ul>

## PUBLICATIONS & PRODUCTIONS SCIENTIFIQUES

	<b>OUVRAGES &amp; DIRECTIONS D'OUVRAGES</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ <i>La lutte contre le terrorisme par les autorités administratives</i> (dir.), Annuaire Européen d'Administration Publique, vol. 46, PUAM, 2024 (à par.)</li> <li>♦ <i>Contraindre l'État à agir face au dérèglement climatique</i> (dir.), Annuaire Européen d'Administration Publique, vol. 45, PUAM, 2024 (à par.)</li> <li>♦ <i>Droit souple : quelle place pour les "normes molles" en droit administratif?</i> (dir.), Annuaire Européen d'Administration Publique, vol. 44, PUAM, 2023, 537 p.</li> <li>♦ <i>L'action publique face au COVID-19</i> (dir.), Annuaire Européen d'Administration Publique, vol. 43, PUAM, 2023, 603 p.</li> <li>♦ <i>Les modes alternatifs de règlement des litiges administratifs</i> (dir.), Annuaire Européen d'Administration Publique, vol. 42, PUAM, 2021, 660 p.</li> <li>♦ <i>La citoyenneté administrative</i> (dir.), Annuaire Européen d'Administration Publique, vol. 41, PUAM, 2020, 378 p.</li> <li>♦ <i>Citoyen - Administration, 40 ans d'évolutions</i> (dir.), Annuaire Européen d'Administration Publique, vol. 40, PUAM, 2019, 620 p.</li> <li>♦ <i>La dématérialisation des procédures administratives et autres téléprocédures</i> (dir.), Annuaire Européen d'Administration Publique, vol. 39, PUAM, 2017, 402 p.</li> <li>♦ <i>Contentieux administratif</i>, LexisNexis-Litec, coll. "Objectif droit", 2<sup>ème</sup> éd., 2014, 356 p.</li> <li>♦ <i>Contrats et droits fondamentaux, Actes du colloque d'Avignon du 12 janvier 2007</i>, D. COSTA et A. PELISSIER (dir.), PUAM, 2011, 144 p.</li> <li>♦ <i>Les fictions juridiques en droit administratif</i>, LGDJ, préface E. Picard, Bibliothèque de droit public, t. 210, 2000, 614 p.</li> </ul>
	<b>ARTICLES &amp; ÉTUDES</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Avec Laura CANALI, "Contraindre l'État à agir face au dérèglement climatique : rapport français", <i>Annuaire Européen d'Administration Publique</i>, vol. 45, PUAM, 2023 (à par.)</li> <li>♦ "Contraindre l'État à agir face au dérèglement climatique : introduction", <i>Annuaire Européen d'Administration Publique</i>, vol. 45, PUAM, 2023 (à par.)</li> <li>♦ "Les deux polices et le festival", in F. BRUNET, R. PONSARD, X. SOUVIGNET, <i>Mélanges offerts à Étienne Picard</i>, Dalloz, 2023 (à par.)</li> <li>♦ "Le recours pour excès de pouvoir : légende ou symbole?", <i>RFDA</i> 2023, n° 5, actes de la Conférence des présidentes et présidents de juridiction, Marseille, 9 juin 2023 (à par.)</li> <li>♦ "Le Printemps de la jeune recherche : l'année 1936. Présentation", <i>RFDA</i> 2023, n°5 (à par.)</li> <li>♦ "Quand dessiner, c'est faire. Ou comment faire du droit en images", in V. MICHEL, E. PUTMAN, V. REVEILLERE, F. ROUVIERE, <i>Mélanges offerts à Jean-Yves Chérot</i>, Bruylant, 2023 (à par.)</li> </ul>

- ♦ “L’effet utile des décisions du juge administratif – Propos conclusifs”, *JCP A* 2023/47.2360, actes du colloque de Nancy du 13 octobre 2023
- ♦ “Responsabilité administrative, commentaire d’arrêt, CE, 30 sept. 2019, *Compagnie méridionale de navigation*”, in X. DUPRE DE BOULOIS (dir.), *Les annales du droit – 2024 – Droit administratif*, Dalloz, 2023, pp. 240-256
- ♦ “Droit souple : quelle place pour les ‘normes molles’ en droit administratif ? : introduction” et “Rapport français”, *Annuaire Européen d’Administration Publique*, vol. 44, PUAM, 2023, pp. 9-12 et 99-113
- ♦ “Le printemps de la jeune recherche : l’année 1962. Présentation”, *RFDA* 2022, n° 5, pp. 941-943
- ♦ “Codification of Administrative Law – A French Oxymoron”, in F. UHLMANN (dir.), *Codification of Administrative Law: A Comparative Study on the Legal Basis of Administrative Law*, Londres, Hart Publishing, Bloomsbury Academic, 2023 [rédigé en anglais], pp. 127-146
- ♦ “D’un GISTI l’autre”, in F. LOMBARD et J. B. D’ONORIO (dir.), *Grandeur et servitudes du bien commun, Mélanges en l’honneur de Jean-Claude Ricci*, Dalloz, 2023, pp. 121-132
- ♦ “L’action publique face au COVID-19 : propos liminaires” et “Rapport français”, *Annuaire Européen d’administration Publique*, vol. 43, PUAM, 2023, pp. 9-10 et 179-196
- ♦ “Responsabilité administrative, commentaire d’arrêt, CE, 10 juin 2020, n° 418166”, in X. DUPRE DE BOULOIS (dir.), *Les annales du droit – 2023 – Droit administratif*, Dalloz, 2022, pp. 240-254
- ♦ Avec Karine GILBERG, “Du balai !”, *AJDA* 2022/12, p. 649
- ♦ “Cartographie des concepts juridiques liés au temps”, in Association Française pour la recherche en Droit Administratif, *Le temps en droit administratif*, actes du colloque de l’AFDA des 3-4 juin 2021 à la faculté de droit d’Aix-en-Provence, Dalloz, coll. “Thèmes et commentaires”, 2022, pp. 1-25
- ♦ “La soumission au principe de légalité des actes de droit souple”, in *Les Cahiers Portalis, revue française d’études et de débats juridiques*, 2021/1 (n° 8), pp. 151-173
- ♦ “Administrative Procedure and Judicial Review in France” & “French Case Study Reports”, in G. DELLA CANANEA & M. ANDENAS (dir.), *Judicial Review of Administration Europe: Procedural Fairness and Propriety*, Oxford University Press, 2021, pp. 48-50, 96-97, 115-116, 136-137, 155-156, 177-178, 194-195, 214-215, 230, 252-253, 276 [rédigé en anglais]
- ♦ “En quoi l’acte administratif unilatéral est-il l’expression de la puissance publique”, in X. DUPRE DE BOULOIS (dir.), *Les annales du droit – 2022 – Droit administratif*, Dalloz, 2021, pp. 75-86 et *Les annales du droit – 2023 – Droit administratif*, Dalloz, 2022, pp. 54-65
- ♦ “Juger de la légalité du droit souple”, in B. DEFOORT et B. LAVERGNE (dir.), *Juger de la légalité administrative, quel(s) juge(s) pour quelle(s) légalité(s) ?*, LexisNexis, 2021, pp. 89-109
- ♦ “Confusion en terre de confi-feu : du bon usage d’une légistique élémentaire”, libres propos n° 398 rédigés avec K. G., *JCP G* 2021, pp. 698-699
- ♦ “Service public : unité ou diversité ?”, méthodologie de la dissertation, in X. DUPRE DE BOULOIS (dir.), *Les annales du droit – 2021 – Droit administratif*, Dalloz, 2020, pp. 95-117
- ♦ “Le référé-suspension à l’épreuve du temps. Bilan de vingt ans d’application de la loi du 30 juin 2000”, in *AJDA* 2020/24, pp.1348-1354, dossier “Vingt ans de référés”
- ♦ “L’amenuisement de l’exception d’illégalité externe”, in P. CAILLE (dir.), *Les moyens dans le contentieux administratif, actes de la journée d’études de l’Université de Lorraine du 4 avril 2019, Civitas Europa* 2020/1, n° 44, pp. 39-52
- ♦ “La citoyenneté administrative : propos introductifs” et “Rapport français”, in *Annuaire Européen d’administration Publique*, vol. 41, PUAM, 2020, p. 11-12 et p. 99-112
- ♦ “Relire CHARDON”, in M. TOUZEIL-DIVINA et alii (dir.), *Mélanges en l’honneur de J.-L. Mestre*, Épitoge, 2019, tome II, pp. 335-348
- ♦ “Le service public obéit-il à un droit de privilèges ?”, méthodologie de la dissertation, in X. DUPRE DE BOULOIS (dir.), *Les annales du droit – 2020 – Droit administratif*, Dalloz, 2019, pp. 99-113
- ♦ “Les ombres portées des lignes directrices”, in *AJDA*, 2019/16, pp. 922-926, dossier “Les petites sources du droit administratif”
- ♦ “Evaluation of academic legal publications in France”, in Rob VAN GESTEL, Andreas LIENHARD (dir.), *Evaluating Academic Legal Research in Europe. The Advantage of Legging Behind*, Edward Elgar Publishing, 2019, pp. 265-293 [traduit en anglais]
- ♦ Avec Didier RIBES, “Le contrôle de proportionnalité devant le Conseil d’État”, in J.-Ph. AGRESTI (dir.), *Le juge judiciaire face au contrôle de proportionnalité intervention*, actes du colloque co-organisé par la Cour d’appel d’Aix-en-Provence et la Faculté de droit et de science politique d’Aix-en-Provence le 19 mai 2017, PUAM, coll. “Droits, pouvoirs et sociétés”, 2018, pp. 41-52 [12 p.]
- ♦ “La relazione tra il diritto amministrativo francese e il diritto europeo: le tensioni emergenti nella procedura amministrativa”, in *Diritto amministrativo europeo e diritti nazionali: influenze, tensioni e prospettive*, a cura di I. MARTIN DELGADO & F. DI LASCIO, Editoriale Scientifica, 2018, pp. 27-37 [rédigé en italien]
- ♦ “La responsabilité administrative pour faute est-elle à l’avantage ou au détriment des victimes ?”, in X. DUPRE DE BOULOIS (dir.), *Les annales du droit – 2019 – Droit administratif*, Dalloz, 2018, p. 220-231

- ♦ “Rire et justice administrative”, in D. GUIGNARD, S. REGOURD & S. SAUNIER (dir.), *Rire, Droit et Société*, actes du colloque de Toulouse des 3 et 4 décembre 2015, Institut universitaire Varenne, coll. “Colloques et essais”, 2018, p. 55-67
- ♦ “La responsabilité de l’administration, commentaire d’arrêt sous CE, 30 janvier 2013, *M. Michel Imbert*, n° 339918”, méthodologie du commentaire, in X. DUPRE DE BOULOIS (dir.), *Les annales du droit – 2018 – Droit administratif*, Dalloz, 2017, p. 175-187
- ♦ “La dématérialisation des procédures administratives et autres téléprocédures : propos introductifs” et “Rapport français”, in *Annuaire Européen d’Administration Publique*, vol. 39, PUAM, 2017, p. 11-12 et 47-63
- ♦ “Jean-Arnaud MAZERES, l’Institution ?”, in D. ESPAGNO, I. POIROT-MAZERES, J. SCHMITZ & M. TOUZEIL-DIVINA (dir.), *Le(s) droit(s) selon & avec Jean-Arnaud MAZERES*, L’Epitoge, 2016, p. 49-50
- ♦ “La normativité graduata : le linee direttrici” [“La normativité graduée : les lignes directrices”], intervention en italien lors du congrès annuel de l’AIPDA (Associazione Italiana dei Professori di Diritto Amministrativo), Université de Padoue, ITALIE, 9-10 octobre 2015, in *Le fonti del diritto amministrativo. Atti del convegno annuale, Padova 9-10 ottobre 2015*, Editoriale scientifica, 2016, p. 187-192 [rédigé en italien]
- ♦ “La responsabilité de la puissance publique, commentaire d’arrêt sous CE, 29 avril 2015, *M. G... F...*, req. n° 369473”, méthodologie du commentaire, in X. DUPRE DE BOULOIS (dir.), *Les annales du droit – 2017 – Droit administratif*, Dalloz, 2016, p. 190-206
- ♦ “La codification de la procédure administrative non contentieuse”, *Nihon University Comparative Law*, Comparative Law Institute, Nihon University, Tokyo, Japan, 2016, 33, p. 93-103
- ♦ “Des directives aux lignes directrices : une variation en clairs-obscur”, in *AJDA* 2015/14, p. 806-810, dossier “Actualité de l’acte administratif unilatéral”
- ♦ “Book review : Marcello CLARICH, *Manuale di diritto amministrativo*, Milano, Il Mulino, coll. « Strumenti », 1st ed. 2013, 521 pp.”, in *IJPL* 2/2014 (*Italian Journal of Public Law* vol. 6), p. 382-387 [traduit en anglais]
- ♦ “AERES / ANVUR : une comparaison franco-italienne des processus d’évaluation de la recherche juridique”, in *L’évaluation de la recherche en droit : enjeux et méthodes, Actes du XIII<sup>ème</sup> Congrès de l’Association Internationale de Méthodologie Juridique*, Université de Genève, 13-14 février 2014, Bruxelles, Bruylant, coll. “Penser le droit”, 2015, p. 409-428
- ♦ “Les fictions juridiques en droit administratif”, *Nihon University Comparative Law*, Comparative Law Institute, Nihon University, Tokyo, Japan, 2015, 32, p. 49-60
- ♦ “La « normativité alternative » au Conseil d’État”, in *AJDA* 2014, p. 2209
- ♦ “Retour sur dix ans de jurisprudences suscitées par l’Office International des Prisons sur la défense de la dignité et des droits fondamentaux des détenus”, in CNCDH, *Défendre en justice la cause des personnes détenues, colloque des 25-26 janvier 2013*, Paris, La documentation Française, 2014, p. 35-44
- ♦ “Nullus codex sine definitione”, in *AJDA* 2014, p. 185
- ♦ “Transparence et jugement : la transparence impose-t-elle un standard de qualité de la justice ? Étude du contentieux administratif en France et en Europe”, in D. CUSTOS (dir.), *Transparency, a governance principle / La transparence, principe de gouvernance, Actes du XII<sup>ème</sup> congrès de l’Association Internationale de Méthodologie Juridique*, 1<sup>er</sup>-2 novembre 2012, La Nouvelle-Orléans, Louisiane (USA), Bruxelles, Bruylant, coll. “À la croisée des droits”, 2014, p. 203-223
- ♦ “Décentralisation : à la recherche d’un nouveau souffle ; métropoles, ruralités et financements des collectivités. Propos introductifs”, in *AJCT* décembre 2013, p. 550
- ♦ “Le profit de l’un est dommage de l’autre”, in *AJDA*, n° spécial, 26 septembre 2013, p. 29-31
- ♦ “La juridictionnalisation des mesures de l’administration pénitentiaire”, in S. BOUSSARD (dir.), *Les droits de la personne détenue*, Actes du colloque des 26-27 janvier 2012, Paris, Dalloz, coll. “Thèmes et commentaires”, 2013, p. 281-302
- ♦ “Responsabilité administrative et Vichy”, in *La responsabilité administrative*, actes du colloque de l’Association Française pour la recherche en droit administratif, 7-8 juin 2012, Université Toulouse Capitole, Paris, LexisNexis, coll. “Les travaux de l’AFDA”, 2013, p. 89-114
- ♦ “Présentation des nouveaux outils d’aménagement”, in *Les nouvelles intercommunalités et leurs outils*, actes du colloque d’Avignon du 21 octobre 2011, Paris-Sion, Lisible, 2012, p. 65-78
- ♦ “L’atto autoritativo, l’esperienza francese”, in AIPDA (Associazione Italiana dei Professori di Diritto Amministrativo), *Annuario 2011, L’atto autoritativo, Convergenze e divergenze tra ordinamenti*, Atti del convegno annuale, Università di Bari, 30 settembre-1° ottobre 2011, Editoriale scientifica, 2012, p. 241-264
- ♦ “Abécédaire fantaisiste”, in M. DOAT et P. CHARLOT (coord.), *Liber Amicorum Gilles Darcy. Détours juridiques : le praticien, le théoricien et le rêveur*, Bruxelles, Bruylant, 2012, p. 115-134
- ♦ “Quand les fictions déjouent les pièges du droit”, in G. DARCY et M. DOAT (dir.), *L’imaginaire en droit*, Actes du colloque des 25 & 26 janvier 2008, éditions du Sénat, 2011, p. 367-382
- ♦ “De Voltaire à Rivero. L’anagramme était presque parfaite...”, in *La conscience des droits, Mélanges en l’honneur de Jean-Paul Costa*, Paris, Dalloz, 2011, p. 155-160

- ♦ “L’inaliénabilité et l’imprescriptibilité du domaine public à l’épreuve de la Convention européenne des droits de l’homme”, in *Bien public, bien commun, Mélanges en l’honneur de Etienne Fatôme*, Paris, Dalloz, 2011, p. 87-97
- ♦ “Apparence, fiction et présomption juridiques”, in N. JACQUINOT (dir.), *Juge et apparence(s)*, Actes du colloque des 4 & 5 mai 2009 à l’Université de Toulouse 1, Presses de l’Université Toulouse 1 Capitole, 2010, p. 133-149
- ♦ “La juridiction administrative française vue de la Cour européenne des droits de l’homme”, in M. PAILLET (dir.), *Modernisation de la juridiction administrative et qualité de la justice administrative*, Actes du colloque des 23 & 24 novembre 2009 à l’Université de Toulon, Bruxelles, Larcier, 2010, p. 195-214
- ♦ “Le buste du Maître”, in *Mélanges en l’honneur de Jean-Arnaud Mazères*, Litec, 2009, p. 159-160
- ♦ “Le droit administratif entre mutabilité et sécurité”, in *Terres du droit, Mélanges en l’honneur de Yves Jégouzo*, Dalloz, 2009, p. 429-441
- ♦ “Le juge administratif, juge constitutionnel ?”, in P. GONOD (dir.), *Annales de droit administratif 2009*, Dalloz, 2008, p. 29-41
- ♦ “Les deux figures du Conseil d’État”, in *Confluences, Mélanges en l’honneur de Jacqueline Morand-Deville*, Montchrestien, 2008, p. 255-266
- ♦ “*Libertà contrattuale e diritto europeo*, Recension de l’ouvrage de M. BUSSANI, Utet Libreria, Turin, 2005”, *RIDC* 2007, p. 441-445
- ♦ “Mission de service public assurée par une personne privée : clarification ou codification ?”, *AJDA* 2007, p. 825
- ♦ “L’Autorité des marchés financiers : juridiction ? quasi-juridiction ? pseudo-juridiction ?”, *RFDA* 2005, 1174-1182
- ♦ “Regard sur les évolutions du droit administratif italien. A propos du *Traité de droit administratif*, dirigé par Sabino Cassese”, *AJDA* 2004, p. 2031-2034
- ♦ “L’arrêt *Terrier* fête ses 100 ans !”, *AJDA* 2003, p. 153
- ♦ “Jean Romieu, un artisan de la construction du droit administratif moderne”, *Revue administrative* 1995, n° 283, p. 88-97
- ♦ “La dénaturation des libertés publiques”, publication commune sous la direction de N. BELLOUBET-FRIER, *Revue européenne de droit public*, 1993, vol. 5, n° 2, p. 239-276

#### COMMUNICATIONS

- ♦ “Rapport de synthèse : Contextes complexes - légalités de circonstances : un rôle de premier plan pour les tribunaux administratifs ?”, colloque “Les tribunaux administratifs et la légalité : nouveaux enjeux, nouvelles méthodes. 70<sup>ème</sup> anniversaire de la création des TA”, Bordeaux, 19 & 20 octobre 2023
- ♦ Aux côtés de Jacques DALLEST, “Rire et justice”, conférence donnée lors de la Saison XIV de la Semaine de la Pop Philosophie sur “Philosophie, rires et chansons », Théâtre de la Criée, Marseille, 18 octobre 2022
- ♦ “Les multiples facettes des tribunaux administratifs”, participation à l’audience solennelle du Tribunal administratif de Nîmes, 2 octobre 2015
- ♦ “Les enseignements de la comparaison : les principes de la procédure administrative dans les droits administratifs nationaux” : discutante aux côtés de Monsieur M. GUYOMAR au colloque “À la recherche des principes du droit de la procédure administrative” organisé au Conseil d’État par la Chaire MADP (IEP Paris), 5 décembre 2014
- ♦ Conférences données à Nihon University – College of Law (Tokyo, JAPON) : “Des problèmes contemporains en droit français du contentieux administratif”, “Les fictions juridiques en droit administratif”, “La codification de la procédure administrative non contentieuse”, 18-26 octobre 2014, traduites en japonais pour publication dans des revues japonaises de droit comparé
- ♦ “L’actualité du droit administratif français”, intervention lors des 5<sup>èmes</sup> rencontres franco-italiennes de droit administratif, Université de Brescia, ITALIE, 24 mai 2014
- ♦ “La fiction comme technique représentative de l’unité de notre système juridique”, intervention lors du colloque co-organisé par Marie BASSANO et Anne-Blandine CAIRE sur *Les artifices du droit : les fictions*, Université d’Auvergne, École de droit, 20 mai 2014
- ♦ “Transparence et équité”, participation à la deuxième rencontre de droit public du Tribunal administratif de Nîmes, 28 janvier 2013, *Revue juridique nîmoise* n° 7, 2012-2013, p. 259-264
- ♦ “La Commission européenne en question”, participation au colloque des 4-6 novembre 2008 à Yaoundé (CAMEROUN) sur *Le degré pertinent d’intégration* (dir. A.-D. OLINGA et S.-J. PRISO-ESSAWE)

#### NOTES DE JURISPRUDENCE

- ♦ “La décision démasquée”, note sous CE, 22 décembre 2020, *M. A... B...*, req. n° 439996, *AJDA* 2021, pp. 1093-1096.
- ♦ “Désobéir légalement en prison au nom de la dignité”, note sous CAA, 7 décembre 2017, req. n° 16DA00715, *AJDA* 2018, pp. 1041-1045

- ♦ “L’ouverture du prétoire aux tiers contre les mesures purement gracieuses : quand le défaut d’intérêt à agir dissimule l’illégalité”, note sous CE, 21 novembre 2016, *M. Thalineau*, req. n° 392560, *AJDA* 2017, p. 999-1003
- ♦ “La combinaison des critères de l’acte administratif émanant d’une personne privée”, note sous CE, 30 décembre 2013, *Société immobilière d’économie mixte de la ville de Paris (SIEMP)*, *AJDA* 2014, p. 2189-2192
- ♦ “L’application de la jurisprudence *Danthony* à la cession d’un chemin rural”, note sous CE, 20 novembre 2013, *Commune de Royère-de-Vassivière (Creuse)*, *AJDA* 2014, p. 1269-1271
- ♦ “*Fraus omnia corrumpit*”, note sous CE, 10 juin 2013, *Ministre de l’intérieur, de l’outre-mer, des collectivités territoriales et de l’immigration*, *AJDA* 2013, p. 1855-1860
- ♦ “Les limites du principe de la rétroactivité *in mitius*”, note sous CE, Sect., 16 juill. 2010, *M. Colomb*, *JCP G* 1<sup>er</sup> novembre 2010, n° 1099
- ♦ “La nouvelle frontière entre mesure d’ordre intérieur et actes administratif susceptible de recours en matière pénitentiaire”, note sous CE, 9 avril 2008, *M. Rogier*, *AJDA* 2008, p. 1827-1830
- ♦ “Le contrôle des instances universitaires”, note sous CE, 12 octobre 2006, *M. B... et M. A...*, *AJDA* 2007, p. 649-652
- ♦ “L’administration ne peut pas prendre des décisions selon des procédures fantaisistes”, note sous CE, 5 octobre 2005, *Société Endymis*, *AJDA* 2006, p. 429-432
- ♦ “Les limites de l’autorité de la chose jugée au pénal sur le juge administratif”, note sous CE, 27 juillet 2005, *Ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées c. M. X*, *AJDA* 2006, p. 100-103
- ♦ “La condamnation rétrospective de la France à raison de la qualification d’isolement carcéral en mesure d’ordre intérieur”, note sous CEDH, 27 janvier 2005, *Ramirez Sanchez c. France*, *AJDA* 2005, p. 1388-1393
- ♦ “Le placement à l’isolement d’un détenu contre son gré est susceptible de recours pour excès de pouvoir”, note sous CE, 30 juillet 2003, *Garde des sceaux, Ministre de la justice c./ M. Remli*, *AJDA* 2003, p. 2090-2093
- ♦ “Les critères du document administratif”, note sous CE, 26 février 2003, *Société protectrice des animaux*, *AJDA* 2003, p. 1488-1490
- ♦ “Les incertitudes logiques de la disqualification d’une mesure d’ordre intérieur”, note sous CAA Paris, 5 novembre 2002, *M. Remli*, *AJDA* 2003, p. 175-179
- ♦ “La ratification des ordonnances”, note sous CE, 23 octobre 2002, *Laboratoires Juvva Santé*, *AJDA* 2003, p. 27-28
- ♦ “Les autorités administratives indépendantes et le principe d’impartialité”, note sous CE, 28 octobre 2002, *M. Laurent*, *AJDA* 2002, p. 1492-1494
- ♦ “L’influence du droit européen sur la procédure administrative française”, note sous CE, 29 juillet 2002, *Mme R. et Société Polytech Silimed Europe GmbH (2 esp.)*, *AJDA* 2002, p. 1395-1399

## ENSEIGNEMENTS (en gras, les cours actuellement dispensés)

### ENSEIGNEMENTS REÇUS AU TITRE DE LA FORMATION CONTINUE

- ♦ Apprentissage par problèmes, niveaux 1 & 2, mars-avril 2023, 12 & 8 heures
- ♦ Pédagogie inversée, février-mars 2022, 8 heures
- ♦ Gestes qui sauvent, mars 2022, 2 heures

### ENSEIGNEMENTS DISPENSES EN MASTER 2 “JURISTE EUROPEEN”, “DROIT DES CONTRATS PUBLICS & PRIVÉS”, “DROIT DES BIENS CULTURELS”, “DROIT ET PRATIQUE DES CONTENTIEUX PUBLICS”, “DROIT DU NUMERIQUE”, “DROIT PUBLIC FONDAMENTAL”, “SCIENCES PENALES ”

- ♦ Cours de *Contentieux administratif européen et comparé*
- ♦ Cours de *Théorie des actes administratifs*
- ♦ Cours d’*Administration et contrats*
- ♦ Cours de *Droit des musées*
- ♦ Cours de *Régulation institutionnelle des communications électroniques*
- ♦ Cours de *Contentieux européen de la détention*
- ♦ Séminaire de *Jurisprudence de la Cour européenne des droits de l’homme*
- ♦ Séminaire de *Droit administratif approfondi*
- ♦ Séminaire de *Méthodologie juridique*

### ENSEIGNEMENTS DISPENSES EN MAITRISE, MASTER 1 “DROIT”, “ARCHIVES ET PATRIMOINES HISTORIQUES”, “DROIT ET MANAGEMENT DE LA CULTURE ET DES MEDIAS”, “DROIT DU NUMERIQUE”, “HISTOIRE DU DROIT ET DES INSTITUTIONS”, DU “DROIT COMPARE”

- ♦ Cours de *Contentieux (et responsabilité) des contrats publics*
- ♦ Cours de *Grands systèmes juridiques contemporains*
- ♦ Cours de *Droit communautaire matériel*



- ♦ Cours de *Droit du patrimoine culturel*
- ♦ Cours de ***Droit de la culture [et du cinéma]***
- ♦ Cours de *Droit administratif comparé*

---

#### LICENCE EN DROIT ET AES

- ♦ Cours d'***Organisation administrative*** en 1<sup>ère</sup> année (1 semestre)
- ♦ Cours de ***Droit administratif général*** en 2<sup>ème</sup> année (2 semestres : action / contrôle)
- ♦ Cours d'*Institutions européennes* en 2<sup>ème</sup> année
- ♦ Cours de ***Contentieux administratif*** en 3<sup>ème</sup> année (1 semestre)

---

#### INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES (LILLE)

- ♦ Cours d'*Introduction aux techniques juridiques* en 1<sup>ère</sup> année

---

#### TRAVAUX DIRIGES

- ♦ *Droit public économique* en Maîtrise en Droit public
- ♦ *Droit communautaire matériel, de Libertés publiques, de Contentieux administratif et de Droit administratif des biens* en Licence en droit
- ♦ *Droit administratif* en 2<sup>ème</sup> année de DEUG de droit

---

## LANGUES

- ♦ Italien : lu, parlé, écrit
  - ♦ Anglais : lu, parlé
  - ♦ Allemand et Espagnol : lu
-